



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 2**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République islamique de Mauritanie pour l'année 2022

**Document d'action « Maitrise du territoire, stabilité des zones frontalières et gestion des migrations »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23 du règlement IVDCI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	<b>Maitrise du territoire, stabilité des zones frontalières et gestion des migrations</b> Numéro CRIS: NDICI AFRICA/2022/044-039 OPSYS : ACT-61264 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVDCI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui Cette action contribue à l'initiative régionale de l'Équipe Europe « Pour une approche globale des migrations au Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur la route Atlantique/Méditerranée occidentale »
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action est menée en République islamique de Mauritanie
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour la République islamique de Mauritanie 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	OS 3.2 : Renforcer la stabilisation et la consolidation de la présence de l'État dans les zones reculées du Sud-Est et l'étendre au quartiers périphériques de Nouakchott OS 3.3: Renforcer la gouvernance de la migration
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Cette action contribue directement au domaine prioritaire 3 : Gouvernance 15200 Sécurité 15190 Migration

<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<u>ODD principal:</u> ODD 16 Paix, justice et institutions efficaces <u>Autre ODD important</u> ODD 10 Réduire les inégalités ODD 4 Égalité entre les sexes et autonomisation des femmes et des filles			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	15190 Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable 15210 Gestion et réforme des systèmes de sécurité 14031 Approvisionnement en eau potable 15130 Développement des services légaux et judiciaires			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	Agence des Nations unies (NU) - 41000 Autre (agence d'un État membre, entreprise de consultance) - 90000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits humains, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Éducation			
<b>10. Marqueurs</b>  (À partir du formulaire CAD)	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 10 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 10 500 000 EUR			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Modalités du projet - <b>Gestion directe</b> par subventions - <b>Gestion indirecte</b> avec la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) - <b>Gestion indirecte</b> avec le pays partenaire			

## 1.2 Résumé de l'Action

De par sa situation géographique, la Mauritanie occupe une position charnière dans les domaines de la sécurité et de la migration au sein de la sous-région du Sahel. L'action « Maitrise du territoire, stabilité des zones frontalières et gestion des migrations » vise à appuyer les priorités de l'UE en matière de sécurité et de migration en consolidant la capacité de la Mauritanie à contrôler son territoire, tant en termes de sécurité qu'en termes de gestion des mouvements migratoires. Elle se compose de trois volets principaux, déclinés en autant d'objectifs spécifiques.

Le **premier volet** de l'action, « la bonne gouvernance et la gestion des migrations, respectueuses des droits humains, sont renforcées » (OS1), contribue à l'objectif spécifique 3.3 du Programme indicatif pluriannuel (PIP), y compris les résultats 3.3.1 « le pilotage institutionnel du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation (MIDEC), y inclus en ce qui concerne la gestion des frontières terrestres et maritimes, est renforcé, ainsi qu'en ce qui concerne la contribution de la diaspora au développement du

pays », 3.3.2 « la lutte contre le trafic des migrant(e)s et la migration irrégulière est renforcée » et 3.3.3 « la protection et le traitement digne des migrant(e)s et réfugiés sont garantis ».

Spécifiquement, il vise l'appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion des migrations (SNGM). Cette stratégie fait actuellement l'objet d'une révision et d'une opérationnalisation dans un plan d'action, avec l'assistance de l'Union européenne au travers de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La stratégie et le plan d'action constitueront le cadre de coordination des différents acteurs de la mise en œuvre et du financement des actions relatives à la gestion des migrations en Mauritanie. L'action « Maitrise du Territoire, stabilité des zones frontalières et gestion des migrations » permettra d'appuyer les autorités mauritaniennes pour la mise en œuvre et le suivi de ce plan d'action et contribuera directement à ses objectifs. Ce volet de l'action contribuera pleinement à l'initiative régionale de l'Équipe Europe « Pour une approche globale des migrations au Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur la route Atlantique/Méditerranée occidentale », notamment ses objectifs 1, 2 et 3.

Le **deuxième volet** de l'action s'inscrit dans la continuité du programme financé par le Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) de l'UE pour la stabilité et le traitement des causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique visant à contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation, y inclus dans les zones éloignées et transfrontalières, comme condition préalable pour leur développement socio-économique durable par la mise en place de Groupes d'action rapide – Surveillance et Intervention au Sahel (GAR-SI). Ce volet vise le renforcement des unités existantes ainsi que la création et le déploiement d'une unité supplémentaire de surveillance et d'intervention de type « GAR-SI » dans la zone de la frontière sud, notamment celle du fleuve Sénégal, pour faire face à tout type de menaces, y compris les menaces terroristes, la criminalité organisée, dont la traite des êtres humains et le trafic de migrant(e)s ainsi que toute forme de trafic illicite (OS2). Il contribue et est pleinement alloué à l'objectif 3.2 du PIP, y compris les résultats 3.2.2 « les liens entre les forces de sécurité et la population sont renforcés » et 3.2.4 « les capacités des forces de sécurité sont renforcées ». Il contribue également à l'objectif 3.3, plus particulièrement au résultat 3.3.2 « La lutte contre le trafic des migrant(e)s et la migration irrégulière est renforcée ». L'action s'aligne sur plusieurs priorités stratégiques de l'UE, notamment en ce qui concerne la Stratégie Sahel et l'appui aux pays du Sahel, y compris dans le cadre des priorités de la feuille de route de N'Djamena.

Ce volet contribue aux efforts sécuritaires et de lutte contre le terrorisme de la Mauritanie, plus précisément à la sécurité des populations y compris dans les zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition préalable à leur développement socio-économique durable. La Gendarmerie est appelée à jouer un rôle de plus en plus important face à l'évolution des menaces dans la région et aux frontières de la Mauritanie. La continuité de cet appui permettra à la Gendarmerie de consolider davantage ses efforts dans le cadre du dispositif sécuritaire territorial et éventuellement d'acquérir de nouvelles compétences techniques en ce qui concerne les zones fluviales.

Le **troisième volet** de l'action, s'inscrit également dans la continuité d'une coopération efficace, permettant la consolidation et le renforcement de la présence de l'État dans les zones reculées du Hodh El Chargui, frontalier du Mali, contribuant ainsi à maintenir une stabilité propice au développement des populations locales et au meilleur contrôle des frontières. Ce volet répond à l'objectif spécifique 3.2 du PIP, « Renforcer la stabilisation et la consolidation de la présence de l'État dans les zones reculées du Sud-Est », en particuliers aux résultats 3.2.1 « Les services de l'État sont renforcés et des mécanismes d'accès à une justice équitable et de proximité sont déployés dans les zones éloignées et à stabilité fragile », 3.2.2 « les liens entre les forces de sécurité et la population sont renforcés » et 3.2.4 « Les capacités des forces de sécurité sont renforcées ».

L'action envisagée s'inscrit dans la continuité du projet « Appui à la sécurité et au développement en Mauritanie » (MR/FED/024-511) financé par le 10<sup>e</sup> Fonds européen de Développement et en particulier sa composante « Ghawdat » qui a permis de poser les premiers jalons pour un redéploiement de l'État

dans la zone à régime spécial notamment via la mise en place d'ouvrages hydrauliques au profit des populations rurales, mais aussi par un soutien conséquent aux forces de sécurité notamment le groupement nomade de la garde nationale. Cette seconde phase permettra de consolider et de compléter les premières actions et rendre plus effectif le déploiement du groupement nomade dans sa zone d'opération. Des actions ciblant les populations seront mises en œuvre dans la lignée de l'approche sécurité et développement qui a fait le succès de cette intervention, notamment de petits ouvrages permettant le développement de l'économie locale et un meilleur accès à l'eau.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

La Mauritanie et l'UE poursuivent leurs relations bilatérales dans des domaines d'intérêt commun, notamment la sécurité et stabilité de la région et la lutte contre la migration irrégulière.

Concernant la **migration**, la Mauritanie est un pays de transit mais surtout de destination pour les migrant(e)s économiques venant de pays d'Afrique de l'Ouest. La pandémie de COVID-19 et la fermeture consécutive de frontières terrestres a fortement amplifié les mouvements migratoires sur la route Atlantique. Cette situation a engendré une mobilisation de l'UE et plusieurs missions de haut niveau durant lesquelles l'UE et la Mauritanie ont confirmé leur volonté de coopérer.

L'UE continue de soutenir l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion de la migration (SNGM). Ce plan, auquel les autorités mauritaniennes ont confirmé leur attachement et dont l'adoption devrait intervenir dans le courant de l'année, devrait permettre d'établir un cadre de concertation et de coordination entre les différents partenaires techniques et financiers et les autorités mauritaniennes ainsi que de continuer les actions entreprises dans le cadre du FFU comme le Partenariat opérationnel conjoint, qui vise à lutter contre le trafic des migrant(e)s et la traite des personnes. En parallèle, les contributions à la mise en œuvre de ce plan d'action constitueront autant d'activités de l'initiative régionale de l'Équipe Europe « Pour une approche globale des migrations au Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur la route Atlantique/Méditerranée occidentale ». Ces documents sont d'ailleurs alignés sur le nouveau Pacte sur la migration et l'asile ainsi que sur le Plan d'action contre le trafic des migrant(e)s.

En parallèle, les autorités mauritaniennes travaillent à l'élaboration d'une stratégie visant l'action de l'État en mer, pour laquelle l'UE, au travers de la coopération espagnole (FIIAPP – Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques), tient à disposition une expertise technique. L'adoption de cette stratégie devrait permettre de renforcer le cadre des actions de surveillances maritimes dans tous leurs aspects. Elle présente un intérêt particulier pour l'UE non seulement pour ce qui concerne les flux migratoires mais aussi la surveillance des pêches.

Durant les derniers mois, les échanges entre l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex et les autorités mauritaniennes se sont intensifiés, notamment au travers de visites techniques réciproques à Nouakchott et Varsovie. Ces échanges devraient mener à l'établissement d'une cellule d'analyse des risques et potentiellement à la signature d'un arrangement de travail.

Concernant la **sécurité**, la Mauritanie est restée à l'abri des attaques terroristes depuis 2011 malgré la détérioration continue de la situation sécuritaire dans le reste du Sahel. Les différents pans de sa stratégie sécuritaire et de lutte contre l'extrémisme violent ont été appuyés de manière constante dans le cadre de la coopération bilatérale entre l'UE et la Mauritanie.

Néanmoins, des facteurs d'instabilité subsistent, voire s'accroissent dans certains cas. En Mauritanie, au niveau endogène, les tensions entre groupes sociaux et ethniques demeurent préoccupantes, d'autant qu'elles peuvent être aggravées en période de crise, comme actuellement avec la conjonction de la pandémie de COVID-19, de précipitations faibles et les répercussions dans la région de l'agression russe en Ukraine. Au niveau exogène, la détérioration de la situation sécuritaire au Mali a un impact croissant sur les mauritaniens, que ce soit en dehors de leurs frontières (enlèvements et assassinats de mauritaniens sur le territoire malien en 2022) ou sur leur territoire, avec un afflux, dans la région frontalière du Hodh El Chargui, de déplacés forcés depuis février 2022 créant une pression supplémentaire sur la région et des risques de conflits.

La Mauritanie reste un partenaire privilégié de l'UE notamment concernant la coopération dans le domaine de la sécurité. Dans ce contexte, l'action proposée contribue aux priorités « paix, sécurité et stabilité » et « migration et mobilité » du Partenariat avec l'Afrique. Plus spécifiquement, elle appuie la Stratégie intégrée de l'UE au Sahel, notamment concernant le i) « sursaut civil et politique », ii) « la lutte contre le terrorisme et les groupes armés ainsi que contre les trafics transfrontaliers et le crime organisé » et iii) « la présence responsable de l'État pour la fourniture inclusive des services publics de base à l'ensemble des populations dans une double logique de stabilisation et de développement ». Elle s'inscrit dans le cadre de la Coalition pour le Sahel, de l'Alliance Sahel et du Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S).

Dans ces deux domaines, l'UE notamment au travers de sa Délégation, s'emploie à consolider et intensifier l'échange d'information et la coopération entre partenaires techniques et financiers afin d'augmenter les synergies et d'identifier les complémentarités, ainsi qu'avec les politiques pêche et migration.

## 2.2 Analyse des problèmes

L'action vise à aborder trois groupes de problèmes, correspondant à ses trois volets : (1) la Mauritanie demeure confrontée à des problèmes dans sa gestion des phénomènes migratoires à la fois en tant que pays de transit et pays de destination, (2) le maillage du vaste territoire de la Mauritanie par les forces de sécurité demeure un défi et (3) dans les zones à faible densité humaine l'absence de l'État à proximité de foyer de tensions est favorable au développement d'activités illicites et à la déstabilisation (par exemple travail forcé, prostitutions des femmes migrantes en situation irrégulière et d'autres formes d'exploitation des femmes et des enfants).

### 2.2.1 La Mauritanie demeure confrontée à des problèmes dans sa gestion des phénomènes migratoires à la fois en tant que pays de transit et pays de destination

#### *Brève analyse des problèmes*

La Mauritanie est un pays côtier à la jonction de pays foyers d'émigration et de pays de destination. Sa coopération depuis 2006 avec les pays européens contribue à endiguer la migration irrégulière. Elle vise à répondre aux défis de la gestion ordonnée, respectueuse des droits humains, de la lutte contre la migration irrégulière, la traite d'êtres humains et le trafic de migrant(e)s et à celui d'être devenu un pays de destination de facto, au-delà de la migration traditionnelle, comme pays où des migrant(e)s qui avaient comme objectif d'autres pays se retrouvent bloqués ou choisissent de rester en Mauritanie de manière prolongée voire permanente. Après une période d'accalmie, plusieurs facteurs ont contribué à une forte recrudescence de l'immigration irrégulière sur la route atlantique à destination des Canaries au cours des dernières années, notamment les fermetures de frontières et la crise économique provoqués par la pandémie. Un total de 23 000 migrant(e)s sont arrivés aux Canaries en 2020, et 22 000 en 2021, contre 836 en 2019. Le nombre total d'arrivées en 2022 (mi-mai) est de 6 742, soit une augmentation d'environ 53 % par rapport à la même

période l'année dernière. L'utilisation de la voie maritime a entraîné le décès ou la disparition de milliers de migrant(e)s lors de naufrages d'embarcations en tentant de rejoindre l'Espagne.

Adoptée en 2010, la Stratégie nationale de gestion de la migration a démontré une volonté politique d'améliorer la gouvernance dans ce domaine. Néanmoins, des faiblesses et lacunes subsistent, au premier titre desquelles l'absence d'un véritable dispositif de coordination de la stratégie et de ressources pour sa mise en œuvre. Dans ce cadre, une étude indépendante rapporte que différentes parties prenantes s'accordent sur un déséquilibre problématique des financements externes en faveur des dimensions sécuritaires de la gouvernance des migrations, au détriment des fonds destinés aux mesures de protection, ou encore au soutien à l'inclusion des immigrés et à la facilitation de l'émigration légale.

#### *Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action*

La principale partie prenante et partenaire de l'action est le MIDEK dans son ensemble, notamment ses différentes directions générales et agences. Parmi eux, la Direction générale de l'Administration du territoire (DGAT), la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), la Direction de la police de l'air et des frontières (DPAF), l'Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique (ANSADE). Les autorités locales déconcentrées (Walis, Hakems, services déconcentrés) seront engagées dans l'action, notamment celles localisées dans les zones de frontières, dans une logique d'appropriation et responsabilisation. Les forces de sécurité terrestres et maritimes seront aussi impliquées lorsqu'approprié.

L'approche adoptée par le nouveau Plan d'action de la SNGM prévoit des synergies croissantes entre ministères. D'autres acteurs clés comme le Commissariat aux droits de l'Homme, à l'action humanitaire et les relations avec la société civile; le Ministère de l'action sociale et de la famille (MASEF) et le Ministère de santé (pour la protection) ainsi que le Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des mauritaniens de l'extérieur (MAECME) et le Ministère de justice seront de plus en plus impliqués. La société civile, historiquement peu développée en Mauritanie, sera engagée dans le mesure du possible et la plus opportune. La migration est clairement un secteur politique et sensible dans le pays, et la participation de la société civile, nationale et internationale doit être accompagnée de façon graduelle et consensuelle.

Les autres partenaires techniques et financiers, notamment les États membres et leurs agences sont également actifs dans le domaine de la gestion des migrations. L'identification de complémentarité et la coordination pourront être facilités par l'inclusion de ce volet dans l'initiative régionale de l'Équipe Europe « Pour une approche globale des migrations au Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur la route Atlantique/Méditerranée occidentale ».

Le réseau des Nations unies pour la migration sera également un acteur clé pour la mise en œuvre du programme.

#### **2.2.2 Le maillage du vaste territoire de la Mauritanie par les forces de sécurité demeure un défi**

##### *Brève analyse des problèmes*

Confrontée à une instabilité croissante à ses frontières, la Mauritanie doit contrôler un territoire de deux fois la taille de celui de l'Espagne avec une population bien moindre, de 4.76 millions d'habitants. L'existence de vastes territoires où la présence de l'État est limitée peut favoriser la présence de groupes terroristes et la pénétration de tout type d'organisations criminelles et de trafic illégaux dans la région. Ces dimensions constituent un défi sécuritaire pour un pays aux moyens économiques et technologiques limités, nécessitant le déploiement de réponses adaptées. En particulier, le contrôle de la frontière sud, y compris

sa zone fluviale, s'avère particulièrement problématique alors qu'elle est la principale porte d'entrée vers la Mauritanie pour de nombreux ouest-africains, mais également pour des trafics de personnes, d'armes et de stupéfiants, en dehors des postes frontières officiels.

*Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action*

La principale partie prenante et bénéficiaire de l'action du côté mauritanien est la Gendarmerie Nationale. De manière indirecte, les autres forces de sécurité intérieure ainsi que les autorités locales, des organisations de la société civile. Les autorités locales autour de la Gendarmerie Nationale, notamment les ministères de tutelle (Défense, Justice et Intérieur) seront des parties prenantes importantes du programme. La société civile ne joue un rôle qu'indirect, en tant que bénéficiaire de l'action du GAR-SI. Toutefois, un volet pour mieux cerner leur perception pourrait être ajoutée dans l'appui.

Au niveau des partenaires techniques et financiers, comme lors des phases précédentes, de la complémentarité est recherchée avec des partenaires œuvrant dans le même secteur, notamment l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou bien le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) pour les formations en respects des droits humains.

Un travail avec les parties prenantes des pays frontaliers pourra être exploré.

### 2.2.3 L'absence de l'État à proximité de foyer de tensions est favorable au développement d'activités illicites et à la déstabilisation

En 2008, pour améliorer la détection de potentiels terroristes, une large portion du désert mauritanien a été déclarée « zone à régime spécial ». Il s'agit d'un territoire de 800 km sur plus de 200 km qui court le long de la frontière Est du pays et dans lequel se déplacent les nomades et leurs troupeaux quatre mois dans l'année au gré des couloirs de transhumance, dans laquelle la circulation de véhicules à moteur a été fortement restreinte. Ce passage en zone à régime spécial a renforcé l'enclavement de la région et de sa population. L'une des problématiques essentielles pour la région a dès lors été de réduire cet enclavement et d'augmenter la présence de l'État afin de limiter les risques de contagion de l'instabilité malienne au territoire mauritanien en améliorant les conditions de vie et de sécurité des populations vivant dans la zone. Bien que le projet Ghawdat ait été un succès, notamment via son soutien aux unités méharistes de la Garde nationale, de leurs interventions civiles auprès de la population locale et la réalisation de petites infrastructures hydrauliques, les besoins d'une partie seulement de la population locale sont adressés tandis que le contexte sécuritaire s'aggrave.

*Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action*

Le principal partenaire de cette action est le MIDEK, en charge de la sécurité intérieure. Dans l'opérationnalisation de l'action, la Garde nationale, qui dépend du MIDEK, sera l'épine dorsale dans le dispositif de mise en œuvre.

## 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

### 3.1 Objectifs et produits

**L'objectif général** (impact) de cette action est de renforcer la sécurité, la gouvernance en matière de migration et les conditions de vie des populations locales.



Les **objectifs spécifiques** (effets directs) de cette action sont:

OS1 : La gestion des migrations sensible au genre et axée sur les droits humains est améliorée (« Gestion des migrations »).

OS2 : Le contrôle du territoire et la lutte contre les menaces terroristes, la criminalité organisée, y inclus le trafic des migrant(e)s et la traite d'êtres humains ainsi que toute forme de trafic illicite est plus efficace (« GAR-SI 3 »).

OS3 : La présence de l'État dans les zones reculées est consolidée et les opportunités de développement économique et social sont accrues (« Ghawdat 2 »).

Les **produits** de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants:

### **OS 1 – Gestion des migrations**

1.1 Les capacités de suivi, coordination et pilotage des autorités mauritaniennes dans la mise en œuvre du plan d'action révisé de la stratégie nationale de gestion des migrations sont renforcées (inclus de suivi avec des indicateurs désagrégé minimum par sexe).

1.2 Des actions/projets responsable avec le genre et axée sur les droits du plan d'action de la Stratégie nationale de gestion des migrations sont mis en œuvre.

### **OS2 – GAR-SI 3**

2.1 Une troisième unité GAR-SI est créée et déployée à frontière sud de la Mauritanie (notamment la zone fluviale).

2.2 L'opérationnalité des deux premières unités du GAR-SI est améliorée, y compris en ce qui concerne la lutte contre le trafic des migrant(e)s et la traite des êtres humains ainsi que toute forme de trafic illicite.

### **OS3 – Ghawdat 2**

3.1 Des infrastructures et de l'équipement complémentaires non léthal sont mis en place au profit du groupement nomade de la garde nationale.

3.2 Des petits ouvrages liées au développement économique, social et sanitaire sont mis à disposition des populations locales enclavées selon leurs besoins différenciés par sexe.

## **3.2 Activités indicatives**

### **Activités liées à l'OS1 – Gestion des migrations :**

Produit 1.1 – Les activités consisteront en la **provision d'assistance technique et de formations** visant le renforcement des capacités du MIDEK et d'autres acteurs étatiques en charge de la coordination, du suivi et de l'évaluation du plan d'action de la Stratégie nationale de gestion des migrations actualisée. D'autres acteurs importants dans le domaine de la migration seront impliqués dans les formations et l'accompagnement lorsqu'approprié.

Ces acteurs pourront inclure notamment : les autorités frontalières exerçant au niveau central ou actif aux points d'entrée ainsi que celles en charge de la protection des frontières maritimes; les agents de l'ANSADE et de ses services déconcentrés dédiés à la collecte et analyse de données sur les migrations; les acteurs de la chaîne pénale en charge de la protection des droits des migrant(e)s, y compris la mise en application des lois portant sur la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrant(e)s; les acteurs de la protection sociale et de l'assistance légale de l'État ou des associations nationales dédiées, y inclus ceux en charge de la délivrance des documents d'État-civil; les acteurs en charge de la promotion de la diaspora mauritanienne.

Ces formations et activités d'appui au gouvernement pourront être complétées par la fourniture de petits équipements nécessaires à la bonne mise en œuvre du plan d'action.

Produit 1.2 – Les activités seront identifiées conjointement avec les parties prenantes au sein des axes stratégiques du Plan d'Action (axes de travail provisoires : 1. Réforme du cadre juridique, institutionnel et alignement sur les conventions internationales, 2. Collecte et analyse des données sur la migration, 3. Gestion intégrée des frontières, 4. Promotion des droits fondamentaux des migrant(e)s, 5. Migration et développement, y compris la diaspora)<sup>1</sup>. Elles pourront consister, de manière indicative, en assistance technique, fourniture d'équipement et de petites infrastructures (par exemple, aux postes frontière), formations ou campagne d'information.

Les leçons apprises dans le cadre du FFU seront intégrées dans la mise en œuvre de ce volet et les activités démarrées et financées sous le même instrument seront appuyées afin de garantir leur renforcement et appropriation (exemple le Centre de Coopération police, douanes, gendarmerie de Sélibaby et les SOP concernant les migrant(e)s sauvé(e)s ou intercepté(e)s en mer), ainsi que leur réplique là où les conditions sont favorables (exemple les comités villageois).

La dimension d'intégration locale et de bonne entente avec les structures de représentation communautaire aux frontières sera particulièrement appuyée.

Les activités seront identifiées dans le cadre de la structure organisationnelle identifiée au point 4.6 ci-dessous et seront priorisées en fonction de la capacité d'absorption des bénéficiaires (tant du point de vue stratégique avec la présence des prérequis législatifs, institutionnels et politiques, qu'au niveau des capacités de gestion). Elles prendront en compte les activités mises en œuvre dans le cadre de l'initiative régionale de l'Équipe Europe y compris le programme de développement régional et de protection (« regional development and protection programme » - RDPP), la coopération avec l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex et d'autres programmes comme les appuis à la surveillance maritime dans le cadre des accords de partenariat de pêche durable.

### **Activités liées à l'OS2 – GAR-SI 3 :**

Produit 2.1 – Les activités de création d'une Unité GAR-SI additionnelle consisteront en l'appui à la sélection du personnel (en y intégrant, si possible compte tenu du contexte culturel, un mix femmes et hommes acceptable), à la formation initiale et continue de celui-ci, y compris dans le domaine de la lutte contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains, à l'élaboration et la mise en œuvre de l'« initial operational capability » et de la « final operational capability » (IOC/FOC) et du système de suivi et d'évaluation de celles-ci, à l'identification conjointe et la dotation en équipements non létaux adaptés aux missions et à la zone de déploiement de la nouvelle unité GAR-SI.

Produit 2.2 – Un mentoring des unités GAR-SI existantes sera mis à disposition. Ces unités pourront éventuellement bénéficier d'activités d'assistance technique et de formation dans le cadre d'un appui horizontal à l'approche GAR-SI en Mauritanie.

### **Activités liées à l'OS3 – Ghawdat 2 :**

Produit 3.1 – Dans le cadre d'une identification conjointe des besoins, des équipements et infrastructures seront mis à disposition du groupement nomade de la Garde nationale. Des formations seront dispensées pour l'entretien et la maintenance de ces dotations.

Produit 3.2 – Des petits ouvrages seront réalisés et des équipements fournis pour améliorer l'accès aux services de base des populations locales dans la zone à régime spéciale comme par exemple, l'aménagement de points critiques de passage, des hangars pour le sel, des adductions d'eau potable, panneaux solaires ou

---

<sup>1</sup> La question des réfugiés ne devrait pas être traitée au travers du plan d'action de la SNGM. En revanche, il pourrait l'être au travers d'un plan d'action spécifique appuyé par le UNHCR. Au niveau de la coopération UE, un financement spécifique pour la question des réfugiés a été alloué dans le cadre de la programmation régionale.

infrastructures sanitaires séparés par sexe. Les populations seront formées à l'entretien et la maintenance de ces équipements. Les populations pourront bénéficier d'un appui multiforme (santé, vétérinaire, éducation) directement par la Garde Nationale et, indirectement, au travers d'une meilleure identification sensible au genre de leurs besoins permettant aux autorités de renforcer leur présence.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe (IEE) prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### **3.3 Intégration des questions transversales**

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

##### **Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

##### **Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques**

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Néanmoins, les questions environnementales et climatiques seront intégrées aux actions en raison de leur impact potentiel sur les migrations (par exemple : migration climatique) d'une part et la stabilité d'autre part (conflits liés aux ressources, déplacements de population consécutifs à des problèmes environnementaux).

L'action prendra en considération les effets du changement climatique, et notamment de ses conséquences sur les migrations en Mauritanie. Les catastrophes naturelles sont récurrentes notamment dans les régions sud et sud-est, et se caractérisent par des inondations récurrentes alternées à périodes de sécheresses prolongées ainsi que des feux de brousse. Celles-ci causent souvent d'énormes dégâts sur les villages et les communautés dans les zones à haut risque, détruisant les infrastructures locales et réduisant l'accès aux services essentiels et aux moyens de subsistance, entraînant des déplacements internes qui conduisent à une plus grande exposition à l'extrême pauvreté, à l'instabilité, à l'insécurité et aux conflits vu la pénurie des ressources naturelles, surtout hydriques.

Des effets similaires, ajoutés à l'instabilité sécuritaire peuvent engendrer des mouvements régionaux des migrant(e)s. Les actions seront donc élaborées dans la logique de poursuivre la plus grande résilience des communautés et en veillant à ce que des mesures de prévention et des solutions durables soient mises en place.

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'égalité des genres n'est pas l'objectif principal, mais un objectif significatif de l'action. Toutes les activités adopteront une approche sensible au genre et les indicateurs seront dans la mesure du possible, désagrégés par sexe. Dans le cadre du volet 3, une attention particulière sera apportée à la situation et au rôle des femmes et des filles dans l'accès aux services de base.

Les effectifs des forces de sécurité directement appuyés bénéficieront de formations-sensibilisation au genre. La participation dans les activités de l'action (formations, autres) des femmes déployées au sein des forces de l'ordre et des institutions gouvernementales sera encouragée dans la mesure du possible pour assurer une mobilisation adéquate d'effectifs.

Les recommandations du GAP III<sup>2</sup> seront pleinement prises en compte pour la mise en œuvre des actions et l'action contribuera à la réalisation du GAP III, spécifiquement au domaine d'engagement thématique « Intégrer le plan d'action en faveur des femmes et des hommes, de la paix et de la sécurité ».

---

## **Droits humains**

Le respect des droits humains des migrant(e)s, y compris les enfants et quel que soit leur statut migratoire fait partie intégrante de l'objectif spécifique du volet 'gestion de la migration'. Les mécanismes de contrôle existants seront soutenus pour assurer le respect des droits humains dans les activités mises en œuvre à travers l'action, spécialement en ce qui concerne le travail avec les forces de l'ordre. Par ailleurs, les effectifs des forces de sécurité directement appuyés bénéficieront de formations-sensibilisations sur les DH.

Une attention particulière sera donnée aux migrant(e)s étrangers, y compris ceux cherchant à migrer vers l'Europe de manière irrégulière, qui sont particulièrement touchés par l'exploitation dans les domaines d'emploi traditionnellement occupés par les migrant(e)s (construction, pêche, travail domestique). Ils sont naturellement plus vulnérables car souvent sans statut légal.

La traite d'êtres humains ou le trafic de migrant(e)s vers ou via la Mauritanie ont été identifiés comme un problème par les autorités mauritaniennes et la collaboration étroite dans ce domaine sera renforcé (initiative régionale de l'Équipe Europe y compris le projet concernant le Partenariat Opérationnel Conjoint, la coopération avec FRONTEX, ...)

Dans le cadre du volet sécurité, l'accent sera mis sur la formation au respect des droits humains, du droit international humanitaire et des droits de femmes des forces de sécurité appuyées directement, et autres acteurs au travers de formations de formateurs. La question des activités relatives aux droits humains fera l'objet de rapportage spécifique dans le cadre de ces actions.

---

## **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que, bien que travailler sur les problématiques spécifiques aux personnes en situation de handicap ne soient pas un des objectifs principaux de l'action, cet aspect sera englobé dans les objectifs des trois volets et pris en compte dans la réalisation des activités notamment pour ce qui concerne les formations délivrées et l'accès aux services rendus à la population mauritanienne et au migrants, y compris les personnes porteuses de handicap.

---

## **Démocratie**

Les actions, en visant l'intégration des populations, le désenclavement, l'accès aux infrastructures socioéconomiques, la stabilité et la présence de l'état, contribuent à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit en Mauritanie. La participation de la société civile et de la population, notamment au travers des comités villageois, sera encouragée dans le cadre des activités pertinentes.

---

<sup>2</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'Action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.

### Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Cette intervention s'inscrit dans une approche sensible aux conflits articulée autour du principe « do no harm » et vise le renforcement de capacités de l'État mauritanien dans le domaine ayant un impact sur la sécurité des populations et leur résilience. Toutes les activités seront par ailleurs mises en œuvre selon une approche pérenne et inclusive basée sur une méthodologie participative et de renforcement des capacités, avec pour principe directeur l'appropriation locale, notamment au travers de l'implication de comité villageois lorsqu'ils existent afin de renforcer la confiance entre populations et forces de sécurité intérieures.

Les migrant(e)s et les populations hôtes vulnérables seront particulièrement visés en termes d'intégration et d'accès aux activités. L'action va également promouvoir le renforcement de la cohésion sociale et contribuer à la mitigation des conflits.

### Réduction des risques de catastrophes

Cette action n'a pas d'impact sur la réduction des risques de catastrophes. Elle aura néanmoins un impact sur la gestion de ceux-ci, notamment concernant la gestion ordonnée des mouvements de population consécutifs à celles-ci.

## 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Élevée/ Moyenne/ Faible)	Impact (Élevé/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Tous les volets				
	contexte sécuritaire du pays dégradé	Moyenne	Élevé	Suivi constant de la situation et coordination avec les autorités concernées et éventuelle adaptation des activités prévues.
	contexte politique du pays dégradé	Faible/Moyen	Moyen	Suivi constant de la situation et coordination avec les autorités concernées et éventuelle adaptation des activités prévues
	Contexte sécuritaire régional dégradé	Élevée	Moyen	Suivi constant de la situation et coordination avec les autorités concernées
Volet 1 – Gestion des migrations				
	Manque de volonté politique et/ou faible appropriation du Plan d'action révisé de la SNGM	Faible	Élevé	Le dialogue politique renforce le besoin d'adoption et mise en œuvre d'un plan d'action.

				L'adoption du plan d'action est envisagé comme une condition préalable de l'appui.
	Capacités de mise en œuvre/d'absorption limitées et/ou absence de ressources humaines dédiées au sein des autorités mauritaniennes	Moyenne	Moyen	La mise en place d'une cellule de coordination sera un prérequis de la mise en œuvre du devis programme.  Montant alloué à l'action proportionné aux capacités d'absorptions anticipées.
	Divergences de vues quant aux activités à prioriser	Faible	Moyen	L'organisation d'ateliers avec présence des principales parties prenantes UE et Mauritanie permettront de donner un cadrage politique à la sélection des activités prioritaires.
	Prépondérance du volet sécuritaire face au volet protection	Élevée	Moyen	L'engagement et inclusion de tous les acteurs avec un rôle dans la gestion de la migration sera assuré à travers des cadres de concertation multisectoriels

#### Volet 2 – GAR-SI 3

	Faible appropriation et manque de volonté politique au niveau de la gendarmerie	Faible	Élevé	Un dialogue régulier est maintenu avec la gendarmerie pour confirmer la volonté de créer une nouvelle unité
	Manque de ressources financières mises à disposition des contreparties mauritaniennes par leur administration centrale	Moyen	Élevé	Un dialogue régulier sera assuré afin de dimensionner la nouvelle unité selon les ressources confirmées et de sécuriser les moyens nécessaires à son maintien sur la durée
	Inadéquation des équipements aux besoins / contexte du pays	Faible	Moyen	La méthodologie de sélection des équipements et la liste des équipements retenus devra faire l'objet d'une approbation par le comité de Pilotage du projet et l'autorité contractante.  Les moyens limités mis à disposition impose de viser l'efficacité maximum dans le choix des équipements.

	La nouvelle unité n'est pas déployée dans sa zone de destination (zone fluviale)	Moyen	Faible	Les équipements spécifiques à la zone de déploiement (par exemple embarcations légères) ne seront fournis qu'après déploiement de l'unité dans la zone fluviale. Par ailleurs, la formation sera adaptée selon la zone de déploiement.
--	--	-------	--------	--

**Volet 3 – Ghawdat 2**

	Dérive calendaire ou budgétaire pour la réalisation des petits travaux	Moyen	Faible	<p>L'entité sélectionnée devra avoir l'expérience des procédures de passation de marché et de la réalisation de petits travaux dans la zone cible.</p> <p>Elle devra provisionner des imprévus dans le cadre du budget de subvention et prévoir une période de mise en œuvre avec une marge temporelle confortable pour faire face aux éventuelles dérives.</p>
	Risques sécuritaires consécutifs à la détérioration de la situation au Mali	Moyen	Élevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi régulier de la situation sécuritaire pour être en mesure d'anticiper les mesures sécuritaires adaptées.</li> <li>- Plan de sécurité, veille sécuritaire, coordination avec le Ministère des affaires étrangères français et son centre de crise, cellule de crise interne à activer si nécessaire, plan d'évacuation</li> </ul>
	Non-continuité de la logique d'intervention sécurité-développement	Faible	Élevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- S'assurer du plein investissement des bénéficiaires, notamment dans le suivi de l'action et les conclusions à tirer pour le long terme;</li> <li>- Valoriser les activités menées pour en faire des priorités dans l'effort budgétaire des autorités à moyen terme.</li> </ul>

**Enseignements tirés:**

La formulation du volet migration de l'action se base sur la longue expérience de travail de la Délégation de l'UE avec les autorités mauritaniennes et les différentes parties prenantes. Cette expérience a été complétée

par des évaluations, notamment le rapport de l'évaluation de la coopération de l'UE avec la Mauritanie couvrant la période 2014-2020<sup>3</sup> qui souligne le rôle essentiel joué par l'UE dans la gestion de la migration en Mauritanie, avec des résultats essentiellement en matière de sécurité. En revanche, le potentiel économique du phénomène n'est pas optimisé et les améliorations directes en termes de protection des droits des migrant(e)s restent encore limitées. L'état des lieux de la gouvernance des migrations en Mauritanie réalisée par Altai Consulting pour le compte du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique en janvier 2022 est un document clé. Dans ce cadre, différentes recommandations ont été identifiées qui rejoignent les enseignements tirés de la Délégation de l'UE. Entre autres enseignements, le rapport note que « le pays ne dispose [...] pas de structure formelle et effective de coordination transversale en matière de gouvernance migratoire. [...] Outre l'appui au suivi de la mise en œuvre effective du nouveau plan d'action de la SNGM 2021, il sera essentiel de renforcer la communication et coordination entre partenaires techniques et financiers. Il sera par ailleurs primordial de rééquilibrer les thématiques appuyées en prenant notamment davantage en considération les enjeux de protection ou du changement climatique, afin d'améliorer l'efficacité des interventions ».

Le volet GAR-SI tirera partie des conclusions de l'évaluation du projet GAR-SI Sahel financé par le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique dont le rapport final a été remis le 25 avril 2022 et en particulier de la partie relative à la Mauritanie. En particulier la note de synthèse soulevait que « dans l'urgence, par un programme transitoire, il apparaît nécessaire de poursuivre l'appui apporté par l'UE, consolider la première unité, suivre le déploiement de la deuxième unité, financer-former-équiper-fournir l'assistance technique pour la création de la troisième unité sur la frontière sud et celle du fleuve Sénégal, en garantissant entre autres, par l'implication des autorités mauritaniennes, un casernement de qualité. Ceci implique aussi de prendre des mesures sur l'adaptabilité des équipements, s'assurer de leur maintenance, poursuivre la formation initiale et la formation continue à l'aide des formateurs relais formés, avoir l'assurance (conditionnalité) que l'État ait les moyens de fournir les ressources nécessaires en termes humains, financiers et d'infrastructures ». La note recommande également de « ne pas opter pour la transposition d'un dispositif européen dans un environnement sahélien, mais à l'inverse, partir du contexte africain, des besoins locaux, de la situation socio-économique-culturelle des populations ». Par ailleurs, « il est recommandé que les bénéficiaires soient associés dès le départ à l'identification des besoins et notamment des équipements ». L'ensemble de ces recommandations devront être prises en compte dans la formulation de la convention de délégation et certaines pourront être des préconditions au démarrage des activités.

Le volet Ghawdat n'a pas fait l'objet d'une évaluation. Son existence est néanmoins l'une des conséquences de la difficulté à mettre en œuvre une approche en gestion indirecte dans la zone à régime spécial. A contrario, l'octroi d'une subvention directe justifiée par la situation de crise a permis de mobiliser un acteur avec une grande maîtrise de la région et des différentes parties prenantes (Themii), et de mettre en œuvre une action reconnue, par toutes les parties prenantes, pour son efficacité.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention de cette action est basée, pour les trois volets, sur l'expérience acquise en Mauritanie. Les activités, produits et objectifs spécifiques ont été adaptés en fonction de cette expérience et des évaluations qui ont pu être menées, notamment concernant les politiques migratoires en Mauritanie et le projet GAR-SI.

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/international-partnerships/evaluation-eu-cooperation-islamic-republic-mauritania-2014-2020\\_fr](https://ec.europa.eu/international-partnerships/evaluation-eu-cooperation-islamic-republic-mauritania-2014-2020_fr)



L'approche en matière de bonne gestion de la migration sensible au genre et axée sur les droits repose sur le postulat de l'importance de l'appropriation des autorités nationales des activités qui seront mises en œuvre et d'une bonne capacité de suivi et de coordination des différents acteurs, tant étatiques (titulaires d'obligations), que des partenaires techniques et financiers ainsi que des titulaires de droits (femmes, hommes et surtout personnes vivant en situations de vulnérabilité. Ainsi, l'action entend soutenir, en premier lieu, le renforcement de la capacité des acteurs étatiques, et en particulier des départements concernés du MIDEC à pleinement s'approprier et garantir le suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action de la Stratégie nationale de gestion des migrations. L'action proposera l'accompagnement d'une cellule de coordination et suivi du plan d'action devant être mise en place au niveau du MIDEC. L'appui direct à certaines des activités du plan d'action, sélectionnées de manière conjointe entre la Commission européenne, ses services, et la cellule de coordination renforcera l'institutionnalisation du rôle de la cellule en même temps qu'il contribuera aux objectifs du plan d'action, en matière de réforme du cadre juridique, institutionnel et l'alignement sur les conventions internationales, de collecte et d'analyse des données, de gestion intégrée des frontières, de promotion des droits fondamentaux des migrant(e)s et de lien entre migration et développement. Cet appui au renforcement de la bonne gestion des migrations en Mauritanie aura un impact sur le développement économique du pays et sur la réduction des mouvements migratoires irréguliers, du trafic des migrant(e)s et de la traite d'êtres humains.

La logique d'intervention retenue pour la meilleure maîtrise du territoire par les forces de sécurité repose sur les caractéristiques de la Mauritanie, pays vaste et peu peuplé, pouvant bénéficier de la présence d'unités hautement mobiles et rapidement déployables. L'évaluation menée des précédents appuis au dispositif GAR-SI a montré que l'appui à la première compagnie dans le centre ouest de la Mauritanie « satisfait pleinement aux résultats prévus et aux critères de performance, d'efficacité, d'efficience de robustesse, d'adaptabilité, de mobilité, de multidisciplinarité et organisationnel qui sont attendus par ce type d'unité ». En outre, « dans l'ensemble et du fait des actions du GAR-SI de lutte contre la criminalité, les divers trafics, les stupéfiants, les mouvements migratoires, les contrôles des axes routiers, le contrôle des frontières, la sécurisation des marchés, et aussi en raison du fait que le GAR-SI peut s'installer plusieurs mois dans un même lieu, les compagnies GAR-SI ont gagné la confiance des villageois dans la zone de déploiement des unités ». Les activités mises en œuvre veilleront donc à reproduire le schéma adopté pour les premières unités en prenant en compte les leçons apprises et les recommandations de l'évaluation, afin de renforcer la stabilité de la zone de déploiement au sud-ouest de la Mauritanie.

De manière similaire, la logique d'intervention retenue pour les activités dans la zone à régime spéciale du sud-est de la Mauritanie repose sur l'expérience acquise en particulier dans le cadre du projet « Ghawdat » d'appui aux unités méharistes de la Garde nationale. Elle est une opérationnalisation du pilier 3 de la feuille de route de la coalition pour le Sahel qui vise le soutien au retour de l'état et des administrations territoriales ainsi que du pilier 4 qui a pour objectif de répondre aux défis en termes d'emploi, de pauvreté, d'éducation, de santé, d'infrastructures. Dans ce contexte, le renforcement de l'accès aux services de base des populations locales et la fourniture de services par une garde nationale renforcée dans une approche « sécurité et développement » permettent de renforcer la confiance des populations dans l'état, de les stabiliser auprès des infrastructures de base dans un environnement sécurisé et de participer à la détection des activités anormales ou illicites dans la région. L'apport de services à cette population permet ainsi non seulement de subvenir à ses besoins mais également de renforcer la stabilité de la sous-région et du pays.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement

Les valeurs de références non renseignées seront collectées en partenariat avec les entités de mise en œuvre et celles bénéficiaires au moment de la conclusion des contrats de mise en œuvre. Les valeurs cibles restant à déterminer le seront au moment de la signature de ces contrats.

Résultats	Chaine de de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact (OG)	Renforcer la de sécurité, la gouvernance en matière de migration et les conditions de vie des populations locales	1. Nombre de personnes ayant directement bénéficié d'interventions soutenues par l'UE visant spécifiquement à appuyer la consolidation de la paix post-conflit civil et/ou la prévention des conflits (NDICI 25) ** 2. Nombre de décès liés à des conflits pour 100 000 habitants, par sexe, âge et cause (SDG 16.1.2) 3. Indice Global de Terrorisme 4. Nombre de migrants en situation irrégulière détectés aux Canaries ayant transité par la Mauritanie ventilé par sexe et âge. 5. Nombre de migrant(e)s inclus dans le système de protection sociale de l'état et/ou régularisés avec un contrat de travail, ventilé par sexe et âge.	1. à déterminer (2021) 2. à déterminer (2021) 3. 0.509 (2021) 4. à déterminer (2021) 5. à déterminer (2021)	1. Amélioration (2025) 2. Diminution du nombre de décès (2025) 3. Stabilisation / diminution (2025) 4. Diminution (2025) 5. Augmentation de la proportion (2025)	1. Rapport des opérateurs 2. Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) 3. Institute for economics and peace (MSECU) 4. Ministère de l'Intérieur espagnol 5. OIM	Non applicable
Effet direct 1 (OS1)	1. La gestion des migrations sensible au genre et axée sur les droits humains est améliorée (« Gestion des migrations »).	1.1 Nombre de personnel des autorités mauritaniennes dédiées à la gestion du dossier migration ventilé par sexe 1.2 Nombre d'activités du Plan d'Action de la Stratégie Nationale de Gestion des Migrations: (a) développées / révisées, ou (b) en cours de mise en œuvre avec le soutien de l'UE (EUFR 2.18) */** 1.3 Nombre de migrant(e)s traités dignement et bénéficiaires des interventions réalisées dans le cadre des documents stratégiques ventilé par sexe et âge.	1.1 à déterminer (2021) 1.2 à déterminer (2021) 1.3 1739 (année)	1.1 Augmentation en terme de quantité et qualité ainsi que de l'inclusion des femmes (2025) 1.2 à déterminer (2025) 1.3 à déterminer (2025)	1.1 MIDECE 1.2 MIDECE/Décrets du gouvernement 1.3 OIM	
Effet direct 2 (OS2)	2. Le contrôle du territoire et la lutte contre les menaces terroristes, la criminalité organisée, y inclus le trafic des migrant(e)s et la traite d'êtres humains ainsi que toute forme de trafic illicite, est plus efficace (« GAR-SI 3 »).	2.1 Nombre d'unités GAR-SI existantes 2.2 Nombre d'unités déployées	2.1 2 (2022) 2.2 2 (2022)	2.1 3 2023 2.2 3 (2024)	2.1 <u>Système</u> de statistiques de la Gendarmerie nationale (Bureau 3 chargé des opérations) 2.2 <u>Système</u> de statistiques de la Gendarmerie nationale (Bureau 3 chargé des opérations)	La Gendarmerie maintient son engagement et contribue à la création et renforcement des unités GAR-SI.
Effet direct 3 (OS3)	3. La présence de l'État dans les zones reculées est consolidée et les opportunités de développement économique et social sont accrues (« Ghawdat 2 »).	3.1 Nombre et étendue des méharées du groupement nomade de la Garde nationale 3.2 Pourcentage de la population ayant accès aux services sociaux de base ventilé par sexe et âge. 3.3 Pourcentage de la population ayant accès aux infrastructures économiques ventilé par sexe et âge.	3.1 à déterminer (2021) 3.2 60% (2022) à confirmer 3.3 45% (2022) à confirmer	3.1 à déterminer (2024) 3.2 80 % (2024) 3.3 à déterminer (2024)	3.1 rapport du groupement nomade 3.2 entretien avec le service technique du ministère de l'hydraulique. Rapport d'activités 3.3 Entretien avec la direction régionale de l'hydraulique	
Produit 1.1 lié à l'effet direct 1	1.1 Les capacités de suivi, coordination et pilotage des autorités mauritaniennes dans la mise en œuvre du plan d'action révisé de la stratégie nationale de gestion des migrations sont renforcées (inclus de suivi avec des indicateurs désagrégé minimum par sexe).	1.1.1 Nombre de personnes formées à la gouvernance de la migration au sein des autorités mauritaniennes (ventilation H/F ; niveau central/déconcentré)	1.1.1 à déterminer (2021)	1.1.1 à déterminer (2025)	1.1.1 Rapports de formation	
Produit 1.2	1.2 Des actions/projets du Plan d'Action de la Stratégie Nationale de Gestion des Migrations sont mis en œuvre	1.2.1 Nombre de rapports de collecte/analyse de données 1.2.2 Nombre d'activités réalisées dans la gestion de frontières (ventilé par typologie : formations/simulations/mentorats etc)	1.2.1 à déterminer (2021)	1.2.1 à déterminer (2025)	1.2.1 Décrets du gouvernement Rapports projets	

<b>lié à l'effet direct 1</b>		1.2.3 Nombre d'activités réalisées dans la promotion des droits des migrant(e)s (ventilé par typologie) 1.2.4 Nombre d'activités réalisées avec la diaspora (ventilé par typologie) 1.2.5 Nombre de textes juridiques dans le domaine national et international	1.2.2 à déterminer (2021) 1.2.3 à déterminer (2021) 1.2.4 à déterminer (2021) 1.2.5 à déterminer (2021)	1.2.2 à déterminer (2025) 1.2.3 à déterminer (2025) 1.2.4 à déterminer (2025) 1.2.5 à déterminer (2025)	1.2.2 1.2.3 1.2.4 1.2.5	
<b>Produit 2.1</b>  <b>lié à l'effet direct 2</b>	2.1 Une troisième unité GAR-SI est créée et déployée à frontière sud de la Mauritanie (notamment la zone fluviale).	2.1.1 Pourcentage de personnel ayant suivi et validé l'ensemble de la formation initiale ventilé par sexe ;  2.1.2 Statuts de la nouvelle unité par rapport aux critères d'atteinte du FOC (Full Operational Capability) avant la fin du mentoring ;	2.1.1. à déterminer (2022)  2.1.2. à déterminer (2022)	2.1.1. Au moins 95% (2024)  2.1.2. 1 accomplissement complet (2024)	2.1.1. Système de statistiques de la GN (Bureau 3 chargé des opérations et le département de ressources humaines)  2.1.2 Rapport indépendant par le partenaire de la mise en œuvre	La Gendarmerie maintient son engagement et contribue à la création et renforcement des unités GAR-SI avec la mise à disposition de moyens humains et financiers
<b>Produit 2.2</b>  <b>lié à l'effet direct 2</b>	2.2 L'opérationnalité des deux premières unités du GAR-SI est améliorée, y compris en ce qui concerne la lutte contre le trafic des migrant(e)s et la traite des êtres humains ainsi que toute forme de trafic illicite.	2.2.1 Nombre de gendarmes formés à la maintenance des véhicules et du matériel en général ventilé par sexe ;  2.2.2 Nombre de gendarmes ayant bénéficié d'une formation continue dans l'année (entraînement au tir, enseignement général, etc. ventilé par sexe) y inclus la formation dans le domaine de la lutte contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains.	2.2.1 4 par unité, soit 8 au total (2020)  2.2.2 140 par unité, soit 280 au total pour les deux unités (2022)	2.2.1 Au moins 4 gendarmes par Unité, soit au moins 12 au total (2024)  2.2.2 Au moins 420 gendarmes (2024)	2.2.1 Système de statistiques de la GN (Bureau 3 chargé des opérations et le département de ressources humaines)  2.2.2 Système de statistiques de la GN (Bureau 3 chargé des opérations et le département de ressources humaines) et documents de suivi du projet	La Gendarmerie maintient son engagement et contribue à la création et renforcement des unités GAR-SI avec la mise à disposition de moyens humains et financiers
<b>Produit 3.1</b>  <b>Lié à l'effet direct 3</b>	3.1 Des infrastructures et de l'équipement complémentaires sont mis en place au profit du groupement nomade de la garde nationale,	3.1.1 Statut de l'infrastructure mis à disposition du groupement nomade  3.1.2 Statut du matériel mis à disposition du groupement nomade	3.1.1 Un centre avec un module de base à Achemine (année)  3.1.2 Aucun véhicule d'appui (2022)	3.1.1 Un centre de commandement est construit à Oualata et un module complémentaire est construit à Achemine (2024)  3.1.2 Au minimum 03 véhicules d'appui (2024)	3.1.1  3.1.2	
<b>Produit 3.2</b>  <b>lié à l'effet direct 3</b>	3.2 Des petits ouvrages liées au développement économique, social et sanitaire sont mis à disposition des populations locales enclavées, selon leurs besoins différenciés par sexe.	3.2.1 Statut des infrastructures et du matériel dédié au développement économique.	3.2.1 0 (2022)	3.2.1 Au moins 2 hangars pour sel et 3 kits pour les artisans pour l'exploitation des carrières de pierres taillée (2024)	3.2.1 Visites de terrain , Rapport d'activités, Entretien avec les élus locaux	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la Mauritanie.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>4</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions: (Gestion directe)**

##### **a) Objet de la(des) subvention(s)**

Une subvention sera octroyée afin de mettre en œuvre l'ensemble du volet 3 de l'action (produits 3.1 et 3.2).

##### **b) Type de demandeurs visés**

La subvention sera octroyée à une organisation de droit public ou privé.

##### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à une entité sélectionnée sur la base des critères suivants : expérience relative aux projets de renforcement du nexus sécurité / développement, expérience de coopération avec la Garde nationale en Mauritanie, expérience dans la mise en œuvre d'actions dans la région en crise du Hodh Ech Chargui.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié, dans la mesure où la région concernée se trouve dans l'une des situations de crise visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement, sur base de l'article 195 a) du règlement financier, s'agissant d'une action relative à ladite situation de crise. Ce projet vise à adresser directement la situation de crise au niveau de la région prioritaire frontalière avec le Mali (approche territoriale intégrée).

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité ayant passé les piliers

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la FIIAPP.

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

Cette mise en œuvre implique la contribution à l'objectif spécifique 2 « L'action préventive et réactive des forces de sécurité nationales afin de garantir un contrôle plus efficace du territoire et de lutter contre les menaces terroristes, la criminalité organisée, y inclus le trafic des migrant(e)s et la traite d'êtres humains ainsi que toute forme de trafic illicite, est rendue plus efficace (GAR-SI 3) », principalement au résultat 2.1 et 2.2.

L'entité a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Expertise spécifique du secteur, en particulier dans la mise en œuvre du GAR-SI 1 et GAR-SI 2 ;
- Capacité de mise en place d'équipes et réaliser des formations spécifiquement liés à la sécurité ;
- Expertise spécifique en Mauritanie et dans la sous-région dans le secteur de sécurité

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une autre entité. Dans ce cas, les services de la Commission peuvent sélectionner l'entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

#### 4.4.3 Gestion indirecte avec une entité ayant passé les piliers

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM).

Cette mise en œuvre implique la contribution à l'objectif spécifique 1 : L'État mauritanien est accompagné dans la mise en œuvre du plan d'action révisé de la stratégie nationale de gestion des migrations sensible au genre et axée sur les droits humains, notamment au résultat 1.2

L'entité a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Expertise spécifique du secteur, en particulier dans contribution à la révision de la SNGM en Mauritanie et de son plan d'action.
- Expertise reconnue et son mandat
- Ses relations constructives avec les autorités mauritaniennes;
- Expertise spécifique en Mauritanie et dans la sous-région dans le secteur de la migration

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une autre organisation. Dans ce cas, les services de la Commission peuvent sélectionner l'entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

#### 4.4.4 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif l'amélioration de la gestion des migrations sensible au genre et axée sur les droits humains peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la Mauritanie conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procédera à un contrôle ex ante des procédures d'octroi de subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, auquel cas les paiements sont exécutés par le pays partenaire pour l'exécution des marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et pour les subventions.

La contribution financière ne couvre pas les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

Le pouvoir adjudicateur dans le cadre de ces activités sera le Ministère de l'intérieur.

Le maître d'œuvre du projet sera le Ministère de l'intérieur.

En fonction des pouvoirs qui leur sont délégués par l'autorité du pays partenaire qui les a désignés, le régisseur et le comptable élaborent le devis-programme, l'exécutent, passent des marchés, octroient des subventions, engagent les dépenses et effectuent les paiements correspondants.

Le régisseur et le comptable remettent leurs rapports techniques et financiers au comité de direction du projet, le cas échéant, et au Ministère de l'Intérieur, ainsi qu'une copie au chef de la délégation de l'UE.

#### 4.4.5 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la gestion indirecte prévue pour le produit 1 du volet « gestion des migrations » (gestion indirecte par les autorités mauritaniennes) s'avérerait impossible ou excessivement difficile en raison de circonstances en dehors du contrôle de la Commission, le passage à la gestion directe sous la forme d'un contrat de service pourrait être mis en œuvre.

Le contrat aurait pour objet la mise en œuvre du produit 1 du volet 1 de l'action relatif au renforcement de la capacité institutionnelle de l'administration à mettre en œuvre le plan d'action pour la gestion des migrations.

Au cas où la gestion indirecte prévue pour le produit 2 du volet « gestion des migrations » (gestion par une entité ayant passé les piliers) s'avérerait impossible ou excessivement difficile en raison de circonstances en dehors du contrôle de la Commission, le passage à la gestion directe sous la forme d'un contrat de subvention pourrait être mis en œuvre.

##### a) Objet de la(des) subvention(s)

Le/les subvention(s) auraient pour objet la mise en œuvre du produit 2 du volet « gestion des migrations » de l'action.

##### b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés seraient des organisations avec une expérience avérée du développement et de la mise en œuvre d'actions dans le domaine de la gestion des migrations.

## 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde).

## 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
-------------------------------------	--

Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
<b>OS1 - Gestion des migrations</b> composé de	<b>5 500 000</b>
- Gestion indirecte avec la Mauritanie (devis programme) - cf. section 4.4.4	1 000 000
- Gestion indirecte avec OIM- cf. section 4.4.3	4 500 000
<b>OS2 - GAR-SI 3</b> composé de	<b>3 500 000</b>
- Gestion indirecte avec FIIAPP - cf. section 4.4.2	3 500 000
<b>OS2 - Ghawdat 2</b> composé de	<b>1 500 000</b>
- Subvention (gestion directe) - cf. section 4.4.1	1 500 000
<b>Évaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	sera couvert par une autre décision
<b>Total</b> <i>Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1 : 1 500 000 EUR</i>	<b>10 500 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de la convention de financement qui sera signée avec la Mauritanie, trois comités de pilotage distincts seront créés et/ou utilisés pour superviser la mise en œuvre des actions, sous la présidence des autorités mauritaniennes et avec la participation des services concernés de la Commission européenne, représentée par la Délégation de l'Union européenne auprès de la Mauritanie. Les comités de pilotage se réuniront en principe de manière annuelle.

Concernant le volet migratoire, le comité de pilotage comprendra des représentants des ministères concernés, d'autres partenaires techniques et financiers actifs sur place et notamment des États membres de l'UE, d'organisation(s) de la société civile représentative(s) des migrant(e)s, ainsi que les partenaires de mise en œuvre. La Commission européenne, avec l'accord de la présidence, pourra inviter des agences de l'UE (par exemple, Frontex) à participer au comité de pilotage. Le comité s'intégrera dans la mesure du possible aux mécanismes qui seront mis en place par les autorités mauritaniennes pour le pilotage du plan d'action de la Stratégie nationale de gestion de la migration. Les activités mises en œuvre par les partenaires de l'action pourront être identifiées au cours d'ateliers participatifs ouverts aux différentes parties prenantes et confirmées par le comité de pilotage. Un comité de suivi technique, associant les autorités mauritaniennes bénéficiaires, les partenaires de mise en œuvre et la Délégation de l'Union européenne se réunira pour assurer le suivi technique de l'action tous les trois mois. En outre, ce volet s'inscrira dans la structure organisationnelle prévue pour l'initiative régionale de l'Équipe Europe « Pour une approche globale des migrations au Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur la route Atlantique/Méditerranée occidentale ».

Le comité de pilotage du volet GAR--SI sera chargé d'assurer l'orientation technique et stratégique pour la mise en œuvre du projet. En particulier, il aura pour tâche de valider la méthodologie d'identification des besoins ainsi que les plans d'actions annuels. Il sera ouvert à la participation des représentants des États membres de l'UE représentés sur place. Les partenaires techniques de toute autre initiative pertinente financée ou pas par l'UE pourront être aussi associés en tant qu'observateurs aux réunions, si jugé important pendant la mise en œuvre du projet. En alternative, des réunions de coordination avec ces autres interlocuteurs devront être envisagées dans le cadre des mécanismes de coordination existants sur place. Un comité de suivi technique, associant la Gendarmerie nationale, le partenaire de mise en œuvre et la Délégation de l'Union européenne se réunira pour assurer le suivi technique de l'action tous les trois mois.

Le volet Ghawdat 2 sera suivi par un comité de pilotage représentant la Garde nationale, des autorités administratives des zones bénéficiaires, la Délégation de l'Union européenne et, dans la mesure du possible, des représentants des populations cibles. Un comité de suivi technique, associant la Garde nationale, le partenaire de mise en œuvre et la Délégation de l'Union européenne se réunira pour assurer le suivi technique de l'action tous les trois mois.



Les autorités locales déconcentrées (Wali, Hakem, services déconcentrés) et décentralisées (Conseil régionaux, maires) seront engagées dans l'action y compris au niveau des structures de gouvernance, comme cela a été le cas par le passé, notamment celles localisées dans les zones de frontières, dans une logique d'appropriation et responsabilisation. La société civile, historiquement peu développée en Mauritanie, sera impliquée autant que possible par rapport à des activités pertinentes. Le lien avec les populations locales, notamment les femmes y compris pour le monitoring et l'évaluation pourra être assuré au travers de l'implication des comités villageois. Des activités spécifiques seront élaborées à destination de la diaspora.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## **4.8 Conditions préalables**

S/O

# **5 MESURE DE PERFORMANCE**

## **5.1 Suivi et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe, tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: Les partenaires chargés de la mise en œuvre seront en charge de la collecte et de l'élaboration des données et des informations, dans les secteurs d'intervention de chacun, sur la base des informations disponibles dans les départements ministériels et du système du suivi interne. Les données et informations à produire seront indiquées dans la convention de délégation et dans le contrat d'assistance technique qui seront signés dans le cadre de la présente décision.

## **5.2 Évaluation**

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale pourra être effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que l'appropriation par la Mauritanie et la mise en place d'une cellule de coordination pour le volet 1 devront être confirmées.

L'évaluation doit évaluer dans quelle mesure l'approche fondée sur les droits humains a été mise en place ainsi que la manière dont l'action contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Dans ces cas, une expertise sur les droits de humains et l'égalité des sexes sera assurée dans l'équipes d'évaluation.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre, dans le cadre de la Facilité de Coopération.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention<sup>5</sup> (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme;

<b>Niveau Action</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSY#):
<b>Niveau Contrat</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement individuel prévu (ou contrat) #>

<sup>5</sup> [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).